



**Déclaration liminaire  
FSU et CGT Educ'action  
Comité Social d'Administration  
Du 14 octobre 2025**

Monsieur le Recteur,  
Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA,

Le moment politique que nous vivons est non seulement inédit mais dramatique par bien des aspects. Le spectacle auquel s'adonne le camp présidentiel dans son obstination à ne pas partager le pouvoir, à ne pas entendre les revendications pourtant fort légitimes du peuple, corrobore chaque jour davantage le « dédagisme » en vogue.

Ce spectacle est tout simplement pitoyable.

L'extrême droite s'en délecte et n'a jamais été aussi près d'accéder au pouvoir.

Pour la FSU et la CGT Educ'action, l'idéologie d'extrême droite représente un danger évident pour les valeurs de notre démocratie. La politique qui participe à sa diffusion est irresponsable. Nos organisations syndicales, en responsabilité, continueront de les combattre sans relâche.

Le péril auquel nous sommes aujourd'hui livrés tient en grande partie au développement, exacerbé ces dernières années, des inégalités et injustices.

Or comment le contrat social pourrait-il tenir quand, sans vergogne, une poignée de nantis refusent la maigre participation au budget de l'État qu'on leur réclame ?

La dette que l'on brandit en permanence et dont on voudrait nous rendre coupables est en grande partie le résultat d'une politique de l'offre qui a depuis longtemps montré ses limites et de cadeaux fiscaux aux plus riches.

Or, la rénovation écologique du bâti scolaire, si urgente, est estimée à 4 à 5 milliards par an, soit à peine 2 % des aides publiques versées aux grandes entreprises.

La création d'un corps de fonctionnaires AESH est estimée à 4 à 5 milliards également quand les aides publiques versées à ces mêmes grandes entreprises, en 2023, sans conditions, ni transparence s'élevaient à 211 milliards d'euros.

Le budget présenté en juillet par le Premier ministre démissionnaire F Bayrou est un modèle du genre. Rien d'étonnant à ce qu'il ait soulevé une vague de colère et fait émerger des revendications appuyées en matière de justice fiscale, sociale et environnementale.

Tenons-nous en à la Fonction publique et à l'éducation en particulier : ce budget « punissait » les malades davantage encore, quand les 10 % de rémunération en moins déjà infligés en plus du jour de carence vont se faire cruellement sentir. Ce budget s'attaquait violemment aux moyens des services publics, aux emplois publics, aux rémunérations des agent-es publics.

Depuis le 10 septembre, des mobilisations ont réuni des milliers de personnes dont bon nombre de nos collègues, pour exiger un autre budget.

Parce que déjà notre institution ne peut plus remplir les missions qui sont les siennes.

L'Ecole est exsangue. Non seulement nous ne parvenons plus à recruter mais il semblerait que nous ne parvenions plus à remplacer, si l'on en croit la note confidentielle que certains médias ont évoquée. L'ambition culturelle est chaque année davantage piétinée et à cet égard, nous aimerions avoir des informations claires et transparentes au sujet du Pass culture.

Des personnels manquent partout qui contribuent pourtant à l'efficience de nos écoles et EPLE : nous manquons de personnels infirmiers, nous manquons d'assistantes sociales, de PsyEN, nous manquons d'AESH, nous manquons encore de personnels ITRF, de personnels administratifs. Et cela ne concerne pas seulement les EPLE mais aussi les services

déconcentrés. Pour cela, il est urgent de résorber la précarité qui touchent nos collègues non-titulaires, enseignants comme non enseignants. Pour répondre aux sollicitations urgentes d'élèves en matière de troubles du comportement, des personnels non formés se retrouvent à jongler avec des bouts de ficelle.

Les vies scolaires continuent d'être mises à rude épreuve.

Dans le même temps, dans le second degré toujours, les personnels enseignants sont condamnés à faire vivre des réformes discréditées par l'Inspection générale elle-même comme l'a été celle des « groupes de niveaux » ; condamnés à mettre en œuvre des réformes continuées comme celle du Bac qui connaîtra cette année, avec l'introduction des mathématiques à l'examen, son énième ajustement ; condamnés à mettre en œuvre des réformes aberrantes comme celle du parcours en Y dans la voie professionnelle contre laquelle une large intersyndicale appelle à manifester aujourd'hui.

Avec cette réforme, qui s'est mise en place à la rentrée 2024 le démantèlement des lycées professionnels s'est poursuivi.

Les conditions d'apprentissage se sont dégradées. Comme l'avaient annoncé nos organisations syndicales, la mise en œuvre du parcours en Y s'est avérée être catastrophique. Dans l'académie, de nombreux établissements ont vu les élèves désertier les cours et ont ainsi dû mettre un terme au dispositif prévu pour les élèves ayant choisi le parcours « poursuite d'études ».

C'est un échec cuisant à peine reconnu par les ajustements que le ministère va mettre en place. La FSU et la CGT Educ'action refusent que la jeunesse des classes populaires soit confiée aux entreprises et livrée au marché du travail comme de la main-d'œuvre sous-payée et corvéable à merci. Nous demandons l'abandon total de ce parcours différencié comme de la généralisation d'Avenir pro et plus largement l'abrogation de la réforme de la voie professionnelle.

L'observation des premières données de l'orientation fait apparaître un fait nouveau dont nous pourrions nous réjouir : davantage d'élèves osent la seconde générale et technologique au sortir de la classe de Troisième. Mais comment ne pas craindre le pire quand les effectifs de classe en lycée, tout comme en collège d'ailleurs, sont pléthoriques ?

Les prévisions d'effectifs de novembre dernier qui ont orchestré la suppression de 85 ETP pour le second degré de notre académie en janvier ont été démentis et largement démentis en septembre. A-t-on réajusté la copie *a posteriori* ?

Il nous faudra attendre le bilan budgétaire pour le savoir mais qui pour y croire ?

Le quotidien des équipes est déjà à la fatigue et au désespoir de ne pouvoir venir en aide aux élèves les plus démunies !

Dans le même temps, la gestion des demandes de dérogations pour l'entrée en seconde a suscité un profond mécontentement et une inquiétude compréhensible des équipes. Précisons déjà que nous ne sommes pas favorables à des dérogations débridées qui reviendraient à mettre en concurrence les établissements et à produire de l'entre-soi. Toutefois le refus de ces dérogations pourrait mettre en péril certaines options ou séries à terme, sans compter que, en l'état de la carte des formations, ces refus reviennent à entraver le choix d'orientation des élèves et de leur famille.

Pour le 1er degré, l'institution a une nouvelle fois montré son décalage total avec la réalité du terrain.

Les collègues se sont vus ajouter de nouveaux temps de réunions/formations en ce mois de septembre à rajouter dans l'emploi du temps comme le temps de 2h de sensibilisation filles/maths ou les 3 heures de réunions sur les nouveaux programmes.

Bien sûr tout cela en dehors du temps de classe, c'est à dire en midi ou 2, ou en début de soirée jusqu'à 18h30, à rajouter aux temps nécessaires de rentrée pour la construction des PAI, des PPRE, des dossiers Gevasco, des réunions avec les parents, des réunions en équipe pour réguler le climat scolaire, des réunions avec le Rased (quand il y en a un présent) et

quand on peut, des temps pour continuer à préparer / modifier nos contenus de classe, qui ont été eux-mêmes modifiés en cette rentrée pour la majorité du 1er degré.

Et pour celles et ceux en charge d'une direction d'école, la marée administrative a été démultipliée par exemple par de nouvelles informations de réglementations et procédures sur les questions liées à la sécurité ou la conduite des projets à mener.

Le résultat à la fin est sans appel : une saturation complète et un épuisement des collègues sur des tâches et des missions qui n'apporteront au final que peu de choses au regard du temps passé, pour l'exercice de leurs vraies missions : faire classe pour faire réussir l'ensemble de nos élèves.

Ce temps dévoyé, il est en œuvre depuis de nombreuses années avec le passage des évaluations nationales qui prennent un temps énorme, dès la 2nde semaine de rentrée (généralement 4 à 5 h dans la semaine), temps qui serait bien mieux utilisé à la mise en route de la classe, à la mise en place des habitudes, des repères, une régularité de travail.

A ce temps pris sur la classe s'ajoute encore le temps de saisie en ligne de 6h en dehors du temps de classe.

Si au moins tous ces temps permettaient de résoudre ce qui met le plus en souffrance notre système et les collègues, à savoir la gestion des élèves avec des troubles du comportement particulièrement.

Mais il n'en est rien. Il y a urgence à repenser les conditions de travail de nos collègues du 1er degré en partant de leur réalité de terrain, car si dans notre académie, pour le 1er degré, nous avons la chance de ne pas connaître de problèmes de recrutement, notre vraie problématique, est de pouvoir garder nos collègues, et là nous allons dans le mur.

C'est pourquoi nous revendiquons un changement radical de politique nationale : une revalorisation des métiers et des salaires, un investissement ambitieux dans le bâti scolaire qui garantisse la santé, la sécurité de tous les personnels et de leurs élèves, des moyens humains et matériels à la hauteur des enjeux et qui permettent de réduire les effectifs par classe.

Selon l'enquête Talis, à peine 4% des professeurs estiment que leur métier est assez valorisé et que leur avis compte dans les décisions politiques. C'est la proportion la plus faible des pays de l'OCDE. Cette étude vient confirmer la perte de sens du métier par les personnels de l'Education et le gouvernement juste nommé serait bien conseillé de rompre avec les politiques éducatives imposées aux personnels jusqu'ici. Cela passe, entre autres, par l'abandon des réformes de tri social telles que le « choc des savoirs » et la réforme de la voie professionnelle, l'abandon du pilotage par l'évaluation, la fin du pacte enseignant. Cela suppose aussi des moyens à la hauteur des besoins pour l'inclusion.

Nous terminerons cette déclaration en rendant un vibrant hommage à nos collègues tombés dans l'exercice de leurs missions, même si pour des raisons différentes bien sûr. Une réalité nouvelle s'est faite jour depuis quelques années : oui, l'on peut mourir d'exercer notre métier ! D'où l'importance d'éclairer les esprits et d'émanciper pour vaincre l'obscurantisme et le fanatisme.

D'où l'importance d'étoffer la présence de professionnel·les qualifiées auprès de jeunes en grande souffrance.

D'où l'importance de mettre en œuvre et sans concession, les programmes comme celui d'EVARS pour lutter contre toutes les formes de discriminations qui sévissent encore aujourd'hui.

Pendant que l'Ecole publique lutte, avec le peu de moyens qui sont les siens, fleurissent des réseaux privés qui devraient tous et toutes nous alerter, parce qu'au service d'une idéologie que la laïcité nous interdit de cautionner.